



Déclaration préliminaire UNSA Éducation pour le CSAMESR du 5 mars 2024

Le 21 février, le gouvernement de Gabriel Attal a acté l'annulation de plus de 900M€ de crédits dans le périmètre de la MIREs (mission interministérielle de recherche et d'enseignement supérieur). Le nouveau premier ministre, fraîchement nommé, annule par simple décret le résultat de la loi de finances adoptée il n'y a même pas deux mois. Même si le 27 février dernier, la Ministre Sylvie Retailleau a cherché à minimiser l'impact de cette coupe budgétaire, annonçant que le budget de son ministère restait malgré tout en augmentation, l'UNSA éducation ne peut que fortement s'inquiéter et se demande ainsi ce qu'il adviendra en fin d'année pour les établissements qui votent d'ores et déjà leurs budgets en déficit.

Il est d'autant plus alarmant de voir que ces prétendues économies se font au détriment de la recherche scientifique et technologique (383M€ de coupe sur le programme 172), de la recherche dans le développement et la mobilité durables et l'énergie (109M€ de coupe sur le programme 190) ou encore sur la recherche spatiale (192M€ de coupe sur le programme 193). Plus grave encore, ce décret rogne sur les dépenses pour la vie étudiante. Ainsi, ce sont 125M€ dédiés directement à la vie étudiante qui sont brusquement supprimés, signal alarmant envoyé par l'ancien ministre de l'éducation nationale à toute une jeunesse qui a de plus en plus de mal à financer ses études. La précarité étudiante ne mériterait-elle pas qu'on en fasse plus ?

Tout cela confirme le désengagement de l'État dans un moment où l'avenir a rarement été aussi sombre. Un message inquiétant est ainsi envoyé au monde de l'enseignement supérieur, de la recherche, aux étudiantes et étudiants, à l'ensemble de la société.

Rappelons que cette somme de 904 M€ est particulièrement conséquente et représente entre autres :

- 5,6% du budget 2024 de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire (programme150)
- 9 fois l'enveloppe consacrée aux contrats d'objectifs, de moyens et de performance les fameux COMP !
- 3 fois les crédits de paiement pour l'investissement immobilier et les opérations du CPER 2021-2027.

Dans le contexte actuel, alors que les crises s'empilent et que les besoins de connaissance, de formation, de découvertes, d'innovation, n'ont jamais été aussi grands pour notre société, le gouvernement sacrifie ainsi l'avenir de la France sur l'autel de dogmes aussi inconséquents que court-termistes. Nous persistons à dénoncer les effets délétères d'une politique de coupe budgétaire aveugle qui méconnaît le fait que les dépenses de l'ESR sont des investissements et non des charges, nous pensions naïvement que la crise du Covid avait permis aux membres du gouvernement d'en prendre conscience.